

Des emplois plus qualifiés, plus diversifiés

Une mutation de l'activité industrielle en France entraînerait une redistribution des métiers

L'industrie française mise de plus en plus sur les segments d'activité à forte valeur ajoutée

« Le niveau minimum est le bac professionnel, voire le BTS »

Jean-Louis Levet
chargé de la politique industrielle à la direction du Plan jusqu'en 2006

R edonner à la France une « base industrielle solide ». L'objectif formulé lors des Etats généraux de l'industrie, en 2010, sonne comme un mot d'ordre. Mais quelles seraient les conséquences d'une véritable politique industrielle en termes d'emplois ? L'industrie créera-t-elle des postes supplémentaires ? A quoi ressemblera le travail industriel de demain ? Quels seront les profils recherchés ?

De nombreux rapports ont été consacrés à ces questions. Tous arrivent à la même conclusion : quels que soient les efforts déployés par les gouvernements, il sera compliqué d'enrayer le déclin quantitatif de l'emploi industriel. Difficile en effet d'aller contre les gains de productivité liés à l'automatisation et à la miniaturisation croissantes, qui réduisent le besoin de main-d'œuvre.

De même, la « tertiarisation » de l'économie ne semble pas prête d'arriver à son terme, et la demande de services est aujourd'hui plus forte que celle de biens industriels.

Enfin, la mondialisation entraîne toujours un transfert des emplois industriels vers les pays à bas coûts, encore très nombreux. Ce phénomène expliquerait au minimum 13% des pertes d'emplois sur la période 1980-2007 et 28% sur la période 2000-2007, selon une étude de la direction générale du Trésor parue en 2010.

Pour faire face à la concurrence internationale, l'industrie française mise de plus en plus sur les segments d'activité à forte valeur ajoutée, comme l'aéronautique, les énergies renouvelables, les biotechnologies ou encore le numérique. « Les activités industrielles qui devraient se développer sont celles à très forte intensité capitalistique dont les risques de délocalisation sont limités, et celles qui privilégient l'innovation, la réactivité et la production en série limitée afin d'éviter de se laisser enfermer sur des activités où la concurrence par les prix est forte. Ces positionnements requièrent tous des emplois de plus en plus qualifiés, dans la production ou dans les services associés », relève le Centre d'analyse stratégique (CAS)

dans son rapport sur *Les métiers en 2015* paru en 2007.

De fait, les profils d'ingénieurs, d'ouvriers qualifiés et de techniciens sont aujourd'hui les plus recherchés, au détriment des ouvriers peu qualifiés dont les départs à la retraite ne sont pas ou peu remplacés. « Dans les cinq prochaines années, un tiers des salariés de l'industrie va partir à la retraite, rappelle l'économiste Jean-Louis Levet, chargé de la politique industrielle à la direction du Plan jusqu'en 2006. Cela pose un défi considérable de renouvellement des compétences. » Dans les secteurs les plus dynamiques, comme l'aéronautique, l'énergie ou les transports, les entreprises peinent déjà à trouver les bons profils.

« Nous sommes confrontés à une pénurie d'ingénieurs que nous estimons à 20% du nombre de postes à pourvoir », souligne Stéphane Aubarbier, vice-président d'Assystem, une société de services en ingénierie. Cette pénurie s'explique selon lui par la faible attractivité des métiers de l'industrie auprès des jeunes diplômés d'écoles d'ingénieurs, qui ont eu tendance à se tourner massivement vers le monde de la finance jusqu'à ces dernières années.

Pour M. Levet, l'emploi industriel de demain sera certes plus qualifié, mais aussi beaucoup plus diversifié. « Avec l'internationalisation de leurs marchés, les entreprises industrielles ont besoin de davantage de commerciaux, de responsables des partenariats, de juristes, d'ingénieurs informatiques ou encore de logisticiens. L'avenir de l'industrie ne passe pas exclusivement par le high-tech ou par des bacs + 8 ! », souligne-t-il, admettant cependant que « les emplois industriels sont en moyenne plus qualifiés que les emplois de services. Le niveau minimum aujourd'hui pour entrer dans une entreprise industrielle est le bac professionnel, voire le BTS. Compte tenu des nouveaux défis qui se posent, ce niveau ne peut que continuer à augmenter ».

Une étude du Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Céreq) consacrée au secteur

de la métallurgie illustre cette hausse générale du niveau de qualifications. Le secteur comptait 1,6 million de salariés en 2003, soit plus d'un tiers des emplois directs dans l'industrie. Ce chiffre pourrait chuter à 1,4 million en 2015, dans le meilleur des cas, voire à 1,2 million dans une perspective plus sombre.

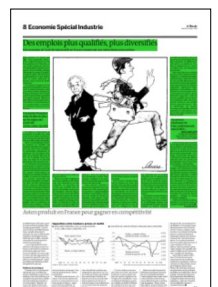
Mais cette baisse ne touchera pas de la même manière toutes les catégories socioprofessionnelles, estime le Céreq. « Il devrait en résulter une nouvelle déformation vers le haut de la structure des qualifications. La part relative des catégories supérieures – ingénieurs et cadres, professions intermédiaires administratives et commerciales, techniciens et agents de maîtrise – devrait fortement augmenter. Celle des ouvriers qualifiés pourrait légèrement progresser alors que la proportion d'ouvriers non qualifiés devrait nettement baisser. » Dans la métallurgie, les emplois d'ouvriers non qualifiés sont déjà aujourd'hui massivement occupés par des jeunes titulaires d'un CAP ou d'un BEP.

Cette évolution pose un problème de débouchés pour les jeunes peu qualifiés ou sans diplôme, qui risquent de ne plus trouver leur place sur un marché du travail de plus en plus concurrentiel. « Chômage, reconversion, formation ? L'avenir de ces jeunes sans diplôme dépendra pour une grande part des politiques mises en œuvre par les entreprises », note le Céreq.

Le développement de l'apprentissage et de l'alternance, prôné par le gouvernement actuel, pourrait répondre en partie à cette problématique. Cependant, « le déficit d'image des métiers d'ouvriers, renforcé par le déclin global de l'emploi industriel, les compétences pointues exigées, les difficultés d'accès pour les femmes et de plus en plus pour les jeunes inexpérimentés, sont autant de facteurs susceptibles d'alimenter des tensions sur le marché du travail des ouvriers qualifiés », souligne le Centre d'analyse stratégique.

A défaut d'empêcher les délocalisations, il est grand temps de changer l'image de l'industrie. ■

François Schott



Un lavoro più qualificato, più diversificato (ca)

